

# **Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime**

## **Conseil d'administration**

**Séance du 28 juin 2022**

### **Extrait du Procès-verbal**

#### **Délibération n°83-2022 MISE EN PLACE D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL AVEC FORMATION SPECIALISEE HYGIENE ET SECURITE**

Le 28 juin 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime dans la salle Sébastien Couturier, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

**Date de la convocation** : le 25 mai 2022

#### **Etaient présents :**

##### **Membres ayant voix délibérative :**

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARUSSEAU, BESSON, BLANC, CABRI, DUGUE, GRENON, GUILLEN, LABARRIERE, LIGONNIERE, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	13

##### **Membres de droit :**

Madame : le Payeur départemental.

##### **Membres ayant voix consultative :**

Mesdames et Messieurs : le colonel hors-classe MARCAILLOU, le médecin-chef AUDFRAY, le capitaine DUMILLARD, le capitaine FAIVRE, PINAUD, la sergente-chef PRIOUR, l'adjudant-chef RUCHAUD.

##### **Assistaient également :**

Mesdames et Messieurs : les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement, VIC.

##### **Etaient excusés :**

Mesdames et Messieurs : le Préfet, la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, BARRAUD, BAUDON, BOTTON, CAMPODARVE, CHEDOUTEAUD, DE ROFFIGNAC, DESPREZ, DUCROCQ, GRAU, le Sénateur LAURENT, LIBELLI, MARCILLY, MALAGNOUX, NASSIVET, PAPINEAU, PROTEAU, QUENTIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le lieutenant LARGE.

**MISE EN PLACE D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL AVEC FORMATION SPECIALISEE HYGIENE ET SECURITE**

**Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code général de la fonction publique,

**Vu** le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**Vu** le procès-verbal du comité technique du 9 juin 2022,

**Vu** le rapport du président du Conseil d'administration,

Lors des élections professionnelles prévues le 8 décembre 2022, les collectivités territoriales et les établissements publics comptant plus de 50 agents, tous statuts confondus, doivent faire application des nouvelles dispositions prévues aux articles L251-5 et suivants du code général de la fonction publique. Celles-ci prévoient d'une part, la création d'un Comité Social Territorial (CST), en lieu et place du comité technique, et de fusionner cette nouvelle instance avec le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en créant en son sein une formation spécialisée.

Le CST est réglementé par le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Il connaît des questions relatives notamment :

- à l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations ;
- à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;
- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels ;
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et à la lutte contre les discriminations ;
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire, d'action sociale et aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au travail à distance, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et au respect des prescriptions légales correspondantes.

Il se compose de représentants des collectivités territoriales et établissements publics, ainsi que des représentants du personnel élus pour une durée du mandat fixée à quatre ans. Il comprend autant de représentants suppléants que de représentants titulaires et la parité numérique n'est pas obligatoire. Le nombre de représentants des collectivités ne peut être qu'inférieur ou égal à celui des représentants du personnel.

L'article 4 du décret n°2021-571 susvisé prévoit que pour un effectif compris entre 200 et 1 000 agents, le nombre de représentants du personnel est compris entre 4 et 6.

Pour le SDIS 17, le calcul des effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et privé au 1er janvier 2022 a permis le décompte de 593 agents dont 82 femmes (13,83%) et 511 hommes (86,17%).

Après consultation des organisations syndicales représentatives réunies le 29 mars 2022, il est ainsi proposé :

- De créer un comité social territorial avec l'institution, en son sein, d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail ;
- De maintenir au sein du CST le nombre de représentants du personnel titulaires à six et le nombre de représentants de la collectivité titulaires à trois ;
- De maintenir au sein de la formation spécialisée HSCT le nombre de représentants du personnel titulaires à six et un nombre de représentants de la collectivité titulaires à trois ;
- De maintenir le recueil de l'avis des représentants du Conseil d'administration du SDIS tant pour le CST que pour la formation spécialisée HSCT.

**Après en avoir délibéré**, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

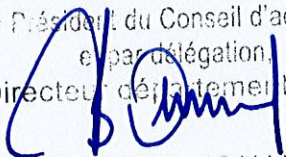
- D'approuver la création d'un CST avec, en son sein, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail,
- De maintenir au sein :
  - du comité social territorial le nombre de représentants du personnel titulaires à six et le nombre de représentants de la collectivité titulaires à trois,
  - de la formation spécialisées HSCT le nombre de de représentants du personnel titulaires à six et un nombre de représentants de la collectivité titulaires à trois ;
- De maintenir le recueil de l'avis des représentants du Conseil d'administration du SDIS tant pour le CST que pour la formation spécialisée HSCT.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Certifié, publié et exécutoire**  
**le 07/07/2022**  
**C28 06 2022 DEL 83**

Le Président du Conseil d'administration

  
Stéphane VILLAIN

Pour le Président du Conseil d'administration  
et par délégation,  
Le Directeur départemental adjoint  
  
Colonel Eric JOUANNE